



ASSEMBLEE GENERALE Vendredi 20 mars 2009

Intervention de Thierry MERRET, Président de la FDSEA

Monsieur le Préfet,

Mesdames, Messieurs, les élus

Mesdames, Messieurs, les Présidents,

Mesdames, Messieurs, les Directeurs,

Cher(e)s adhérent(e)s, cher(e)s ami(e)s,

Je voudrais commencer mes propos par des félicitations, félicitations que je tiens à adresser à une personne arrivée, il y a à peine 8 mois dans le département. Cette personne, depuis 8 mois n'a eu de cesse d'être disponible sur les dossiers, mais surtout d'aller sur le terrain, voir, échanger avec les acteurs économiques, et en particulier les agriculteurs.

Monsieur Le Préfet, puisqu'il s'agit de vous, je n'ai pas l'habitude de faire des compliments pour flatter. Sachez que nous le pensons sincèrement.

C'est peut être d'ailleurs vous, qui avez soufflé l'idée à Mariann Fisher-Boël, qui vient d'annoncer il y a 2 jours, son intention d'envoyer en stage, dans les fermes, les eurocrates.

A ce titre, j'ai une proposition à vous faire : Faites appliquer aux autres ce que vous vous appliquez vous-même.

Aujourd'hui, un fonctionnaire ne vient sur nos fermes que pour contrôler, verbaliser, sanctionner et parfois vilipender ; en outre, parfois, certains viennent avec des préjugés faisant du paysan un fraudeur, un coupable à priori.

Peut-être que, si étaient organisés des stages découvertes sur la réalité économique, sociale de nos entreprises, en amont de ces contrôles, le terme « tatillon » disparaîtrait de notre bouche et serait remplacé par « pédagogique » ou « empreint de bon sens ».

Vous savez, Monsieur le Préfet, à la FDSEA du Finistère, nous privilégions toujours l'échange et la concertation en amont des problèmes.

Il n'empêche, pour ce faire, il faut être, au moins deux.

Quelques exemples assez édifiants qui viennent corroborer ce que je viens de dire.

Le premier est tout récent. Cela fait des années que la FNSEA cherche à tisser des liens avec les associations environnementales.

La participation au Grenelle de l'Environnement a été l'occasion de bon nombre de réunions, réunions au cours desquelles les différentes parties ont appris à se connaître, se respecter chacun dans sa position.

Il n'empêche, ceci a abouti notamment, à la participation de la FNSEA au congrès annuel de France Nature Environnement, appelée FNE, à Lille vendredi dernier. Et ça c'est très bien passé ! J'en sais quelque chose. J'étais le représentant de la FNSEA.

Pourtant, tout le monde ne partage pas cette ouverture. Et en particulier, Eau et Rivières qui dénonce dans un courrier adressé à FNE, je cite : « la promiscuité grandissante entre FNE, la FNSEA et les tenants de l'agriculture raisonnée... » et notamment, la présence de représentants de la FNSEA à leur congrès.

Tant que FNE n'était que le bras armé du Ministère de l'environnement, personne n'avait apparemment rien à dire. Mais, adresser la parole à la FNSEA, ça c'est inacceptable pour Eau et Rivières !

Alors, Monsieur Le Préfet, Mesdames, Messieurs les élus : comment voulez-vous que nous développions des projets constructifs avec de tels comportements ?

Et quand ceux ne sont pas eux, c'est l'Etat qui ne veut pas voir nos propositions pourtant empreintes de bon sens. J'en veux pour preuve le dossier du captage de Coatoulzac'h.

Même si la décision du tribunal sur notre demande de référé suspension n'est pas connue, avouez quand même, que d'entendre à l'issue de l'audience, le magistrat indiquer qu'il serait dans l'obligation de rejeter notre demande, au seul motif, que la France s'est engagée à la fermeture du captage de l'Horn en juin 2009, et que, compte tenu du délai, il sera impossible de trouver une solution alternative.

Ceci est proprement scandaleux !

Où est l'indépendance de la justice ?!

Nous savons tous ici que c'est un mauvais projet.

Sachez en tout cas, que la FDSEA continuera à engager, avec les agriculteurs, toutes les procédures possibles à l'encontre de ce dossier, mauvais pour les agriculteurs, dangereux pour l'environnement, coûteux pour le citoyen-contribuable.

Autre dossier et non des moindres, où j'espère que la concertation, établie entre Matignon et le collectif des acteurs économiques, qui doit se conclure dans moins d'un mois, va aboutir sur du concret.

Je veux bien sûr parler de notre démarche contre la taxe Borloo.

Jean-Louis Borloo, que je ne connais ni d'Eve ni d'Adam, si ce n'est qu'il a été avocat de Bernard Tapie (je ne sais pas d'ailleurs si c'est une référence !) ou encore au travers des guignols de l'info qui le brancardent régulièrement.

Bref, je ne comprends pas qu'un gouvernement de la cinquième République puisse être aussi obtus, je devrais dire bouché !

Le Général de Gaulle, créateur de cette cinquième république, doit se retourner dans sa tombe.

En 1969, à Quimper, conscient de l'handicap géographique de la Bretagne, il a annoncé la gratuité des routes. Pourtant, nous étions dans une Europe à 6. Et, aujourd'hui, ses successeurs voudraient changer la donne alors que la géographie, elle, n'a pas changé ?

Pire, car nous sommes dans une Europe à 27, et au faux prétexte du Grenelle de l'environnement, on voudrait taxer l'Economie Bretonne.

Qu'on veuille taxer les camions en transit qui utilisent les routes françaises, pourquoi pas ?

Mais enfin, je rappelle, que chez nous, on ne passe pas, on y vient.

Soyez certains de notre détermination pour faire aboutir le dossier.

Aussi, afin que le nom « Borloo » ne soit pas, ad vitam eternam, adossé à une taxe sur l'économie de la Bretagne, Monsieur le Prefet, soyez notre relais, même si je sais que vous l'avez déjà fait, pour obtenir un résultat positif d'ici au 15 avril.

Chers amis, comme vous avez pu vous en rendre compte lors des débats tout à l'heure, ici, on échange, on s'explique.

Ce sont les confrontations d'analyse qui permettent d'enrichir la réflexion de notre structure.

Nous trouvons notre richesse dans la diversité de nos adhérents.

Si le rapport d'orientation apporte du sens, de l'innovation, des projets, c'est tout simplement parce que la FDSEA est à l'écoute de ses adhérents.

N'en déplaise à certaines coopératives, l'opération « Ammonitrate », demandée par nos adhérents, sanctionnée en off par certains administrateurs coopérateurs, met le doigt sur le fonctionnement de nos structures.

A nous paysans, on nous demande d'être de bons gestionnaires sur nos exploitations, de bien gérer notre personnel, nos investissements, etc, etc...

A nos organisations de faire de même !

Cette opération a montré l'importance du rôle et de l'implication des agriculteurs dans les structures coopératives où ils ont fait le choix de déléguer leurs achats ;

de même, ceci ne fait que renforcer les propositions de notre rapport :

Pour une organisation économique renouvelée, par et pour, les agriculteurs.

Ceci étant dit, je rassure les responsables économiques : la FDSEA n'a pas la volonté de se lancer dans le négoce.

Par contre, et toujours à la demande de nos adhérents, nous ne nous interdisons pas de renouveler ce type d'opérations, si le besoin s'en faisait sentir.

Pour terminer, et nous savons que la situation conjoncturelle est dramatique pour bon nombre d'entre nous, je voudrais quand même vous interpeler. Ce n'est pas quand ça va mal qu'il faut quitter le navire.

L'an dernier, un certain nombre d'actions ont fait un certain nombre de déçus, de désabusés et quelques uns d'entre nous prennent un malin plaisir, surtout pour se dédouaner, à accabler, accuser la FDSEA, les JA, la Chambre d'agriculture.

A ceux qui pensent que la FDSEA du Finistère, aujourd'hui représentée à la FNSEA et dans bon nombre d'Associations Spécialisées, à ceux qui pensent que la FDSEA du Finistère est acoquinée, qui avec l'administration, qui avec la grande distribution, qui avec le négoce, les coopératives, les abatteurs, les salaisonneries et j'en passe...

je voulais leur dire la chose suivante : ce n'est pas en jetant le discrédit sur les responsables syndicaux, que les choses avanceront.

Au contraire, c'est en étant unis et solidaires que nous serons plus forts.

Aujourd'hui, tout le monde joue plus ou moins de ces décisions ou dissensions internes, afin de jeter le trouble, voire l'opprobre sur notre FDSEA.

Sachez une chose : la FDSEA du Finistère est, et sera là, pour vous soutenir, pour vous défendre et ceci sans compromission avec qui que ce soit.

Le slogan de la FDSEA aurait d'ailleurs pu être « Ni pute, ni soumise ».

Je vous remercie de votre attention.